



ÉCONOMIE

FRANCE

Made in Europe : « Un accord avec les Allemands est imminent », annonce Emmanuel Macron

Attendu depuis des mois, l'accord franco-allemand sur l'Industrial Accelerator Act est sur le point d'être conclu, d'après l'Élysée. Ce texte clé, qui devrait imposer dès 2028 un taux minimum de contenu local européen dans les véhicules neufs, vise à rééquilibrer la concurrence face à la Chine et à protéger l'industrie automobile du continent.

PIERRICK MERLET

L était très attendu et va enfin être concrétisé. La France et l'Allemagne sont sur le point de conclure un accord sur l'*Industrial Accelerator Act*, après un avoir trouvé un terrain d'entente entre l'Union Européenne et la Chine pour encadrer les exportations de véhicules hybrides chinois sur le continent.

« Nous sommes en train de finaliser un accord avec nos partenaires allemands pour que l'Europe puisse avancer (...) Cet accord est imminent. Nous sommes à deux doigts d'un accord. C'est une question de jours si ce n'est d'heures », a déclaré Emmanuel Macron, interrogé par plusieurs médias dont La Tribune, lors de son arrivée au Mondial de l'Auto.

Au sein du gouvernement, on évoque un dénouement dans les 48 heures, selon nos informations. Ce qui coïncide avec la tenue du prochain Conseil européen à Bruxelles, qui réunira les chefs d'États jeudi et vendredi.

Lors d'un dîner à l'Élysée dimanche soir avec les acteurs industriels européens de la filière, le président de la République a évo-

qué les contours de cet accord clé pour l'avenir industriel du continent. Pour mémoire, ce texte doit imposer à compter de 2028, voire 2029, un taux minimum de contenu local européen dans toutes les voitures neuves vendues sur le continent. Mais si la France voulait une application offensive du texte avec ses alliés, l'Allemagne avec ses alliés, elle, s'y opposait. Jusqu'à présent.

Le périmètre géographique au coeur des échanges

Aucune information officielle n'a été communiquée encore sur le contenu de cet accord franco-allemand. Néanmoins, il semblerait que la France ait accepté un compromis sur l'échéance de 2035 et l'interdiction de vendre des véhicules thermiques en Europe à compter de cette date en vertu du règlement CAFE (Corporate Average Fuel Economy).

En échange, l'Allemagne aurait fait des concessions sur l'application future de l'IAA et son taux de Made in Europe. Outre-Rhin, il y a une prise de conscience qu'il faut agir



face une balance commerciale qui ne cesse de se déséquilibrer en faveur de la Chine. Mais les Allemands craignent des représailles commerciales

« Cet accord est essentiel afin de mieux protéger notre industrie, pour garder nos objectifs de décarbonation, améliorer notre compétitivité et renforcer notre souveraineté. Il va permettre d'avoir de bonnes flexibilités sur nos objectifs environnementaux et il contiendra un accord sur le contenu européen des véhicules », a précisé sobrement le locataire de l'Élysée.

L'enjeu est essentiel pour l'Europe car cette initiative va contraindre les constructeurs automobiles européens à maintenir leurs usines en Europe, malgré la différence de coûts de 30 à 40% avec la Chine. De plus, l'Empire du Milieu va devoir investir en Europe pour y fabriquer ses véhicules, ou bien investir dans des usines européennes actuellement sous-utilisées comme c'est le cas à

Rennes entre Dongfeng et Stellantis.

Interrogé par La Tribune, François Provost, le CEO de Renault dit *« accueillir favorablement »* cet accord franco-allemand, bien que le constructeur français montre peu d'enthousiasme vis-à-vis du texte. Logique pour un groupe qui a beaucoup investi dans des usines en Turquie et au Maroc ces dernières années.

La principale inconnue de l'accord entre la France et l'Allemagne réside d'ailleurs dans le périmètre géographique d'application de ce texte. La France milite pour que seule la production des 27 États membres soit considérée comme du Made in Europe, tandis que l'Allemagne défend un périmètre incluant des partenaires commerciaux comme les pays best costs comme le Maroc, la Turquie ou le Brésil. **LT**



Au Mondial de l'Auto à Paris, Emmanuel Macron a annoncé l'imminence d'un accord avec l'Allemagne sur le Made in Europe. PM / LT